

ROYAUME DU MAROC
MINISTERE DE L'INTERIEUR
PREFECTURE D'INEZGANE AIT MELLOUL
COMMUNE AIT MELLOUL
DIVISION TECHNIQUE

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Marche N°.....

**ETUDE TECHNIQUE ET SUIVI DES TRAVAUX DES PROJETS
DE VOIRIES A LA COMMUNE AIT MELLOUL**

Marché passé après appel d'offres ouvert sur offre de prix, séance publique en vertu des dispositions de l'alinéa 2 § 1 de l'article 16, du paragraphe 1 de l'article 17 et de l'alinéa 3 § 3 de l'article 17 du Décret n°2-12-349 du 08 Joumada I, 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.

ROYAUME DU MAROC
MINISTERE DE L'INTERIEUR
PREFECTURE D'INEZGANE AIT MELLOUL
COMMUNE AIT MELLOUL
DIVISION TECHNIQUE

ETUDE TECHNIQUE ET SUIVI DES TRAVAUX DES PROJETS DE VOIRIES A LA COMMUNE AIT MELLOUL

Marché passé après appel d'offres ouvert sur offre de prix, séance publique en vertu des dispositions de l'alinéa 2 § 1 de l'article 16, du paragraphe 1 de l'article 17 et de l'alinéa 3 § 3 de l'article 17 du Décret n°2-12-349 du 08Joumada I, 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.

ENTRE

Monsieur le Président du **Conseil DE** la commune d'Ait Melloul, ordonnateur du budget communal agissant au nom et pour le compte de la Commune d'Ait Melloul. (Désigné ci-après par le terme maître d'ouvrage)

D'une part,

ET :

- Mr (Mme) : _____
- en qualité au sein de son entreprise _____
- Numéro de TELEPHONE _____
- numéro du FAX _____
- ADRESSE ELECTRONIQUE _____
- Agissant au nom et pour le compte de _____

- Faisant élection de domicile à _____

- Adresse du siège social à _____

- Inscrit au registre de commerce de: _____ sous n° _____
- Affilié à la C.N.S.S sous N° _____
- Titulaire du compte (RIB) 24 chiffres: n°

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
- Ouvert à _____
- au nom de _____
- Patente n° : _____
- identification fiscal : _____
- ICE _____

Désigné ci-après par le terme « bureau d'étude » **ou BET**

D'autre part

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUI

ARTICLE1-OBJETDUMARCHE

Le présent Marché a pour objet **l'étude technique et suivi des travaux des projets de voiries à la Commune d'Ait Melloul, Préfecture Inzegane ait Melloul.**

ARTICLE2- lieu d'exécution d'études DEFINITIONS

2-1 lieu d'exécution d'études

Les projets concernés consistent ont le pavage, le renforcement et la construction des diverses liaisons situées à ; **Azrou Nord - Azrou Sud -Centre ville - Kasbat Tahar et Sidi Mimoun-Lamzar et Tahmou.**

La surface totale approximative à aménager, concernée par la présente étude est de **400.000,00 M²** (QUATRE cent mille mètre carré) à titre indicatif.

2-2 DEFINITIONS

Dans l'ensemble du présent document les termes seront utilisés avec les définitions suivantes :

Maître d'Ouvrage désigne : Monsieur le Président du conseil

Communal d'Ait Melloul Représentant la Commune d'Ait Melloul, pour le compte de qui les études seront exécutées.

Le Bureau d'études désigne "BET" : personne physique ou morale titulaire du marché et responsable de son exécution vis à vis du maître d'ouvrage.

Le marché désigne : le contrat conclu entre, d'une part, le maitre d'ouvrage et , d'autre part , le bureau d'études et ayant pour objet l'exécution des dites prestations.

ARTICLE3- MODEDEPASSATION

Marché passé après appel d'offres ouvert sur offre de prix, séance publique en vertu des dispositions de l'alinéa 2 § 1 de l'article 16 et § 1 de l'article 17 et alinéa 3 § 3 de l'article 17 du Décret n°2-12-349 du 08 Joumada I, 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics

ARTICLE4:PIECESCONTRACTUELLES-TEXTESGENERAUXETSPECIAUX

A-PIECESCONSTITUTIVES:

Les pièces contractuelles constituant le marché seront par CET ordre de Priorité :

- 1/L'acte d'engagement
- 2/Le présent cahier des prescriptions spéciales
- 3/Le bordereau des prix détail estimatif
- 4/ Le Cahier (CCAG-EMO);
- 5/le CPC.

En cas de contradiction entre ces documents, les prescriptions du document portant le numéro le moins élevé primeront.

B-REFERENCEAUXTEXTESGENERAUX

Le titulaire du marché reste soumis aux textes législatifs et réglementaires en vigueur et notamment :

- le Dahir n°1-15-85 du 20 ramadan 1436 (07 juillet 2015) portant promulgation de la loi n° 113-14 relatif au communes ;
- la loi 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n°1-15-05 DU 29 Rabii II 1436 (19 FEVRIER 2015)
- Dahir N°1-56-211 du 8 Joumada I 1376(11/12/1956) relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires de marchés.
- les textes applicables du Dahir N° 1.09.02 du 22 Safar 1430 (18 Février 2010) portant promulgation de la loi n° 45.08 relative à l'organisation des finances des collectivités locales et de leurs groupements.
- Décret n°2-12-349 du 08 Joumada-I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.
- Décret n° 2-01-2332 du 22 Rabii I 1423 (04/06/2002) approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'Etat(CCAG-EMO)
- Décret n° 2-09-441 du 17 moharrem 1431 (3 Janvier 2010) portant règlement de la comptabilité publique des collectivités locales et de leurs groupements.
- Décret n° 2-98-984 du 04 Hijja 1419 (22 mars 1999) instituant pour la passation de certains marchés de service pour le compte de l'Etat, un système d'agrément des personnes physiques ou morales exécutant des prestations d'études et de maîtrise d'œuvre.

- *Le décret n° 2-03-703 des 18 ramadans 1424 (13 novembre 2003) relatif aux délais de paiement et aux intérêts moratoires en matière de marchés de l'Etat.
 - Dahir 1-85-347 du 20-12-1986, portant promulgation de la loi n°30-85 relative à la T.V.A. de l'Etat tel qu'il a été complété ou modifié.
 - Les textes officiels portant réglementation de la main d'œuvre et les salaires et notamment le Décret Royal N° 2.73.685 du 12 Kadaa 1395 (08/12/1973) portant revalorisation des salaires minima.
 - Arrêté du chef de gouvernement n° 3-302-15 du 15 Safar 1437(27 novembre 2015) fixant les règles et les conditions de la révision des prix des marchés publics.
 - Arrêté du ministre l'intérieur n° 3574-13 du 6 safar 1435 (10 décembre 2013) fixant les cahiers des prescriptions communes applicables aux marchés des régions,des préfectures, des provinces et des communes.
 - Arrêté du ministre l'intérieur n° 3573-13 du 6 safar 1435 (10 décembre 2013) fixant les Cahiers des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés des régions,des préfectures, des provinces et des communes.
 - l'Arrêté du ministre de l'équipement et des transports n° 2053-13 du 19 chaabane1434(26 juin 2013) abrogeant et remplaçant le tableau annexé au décret n° 2-98-984 précités.
 - arrêté du ministre de l'équipement, du transport et de la logistique N°1003-15 du 20 JOMADA 1 1436 (11 MARS 2015) complétant le tableau annexé au décret n° 2-98-984 précités
 - Le CPC fixant les règles de conception et de calcul des structures en béton armé (RMBA 07) applicable à certains marchés d'études ou de travaux de construction des ouvrages en béton armé approuvé par l'arrêté du ministre de l'Equipement et du Transport n° 1854-07 du 11 octobre 2007;
 - Tous les textes réglementaires rendus applicables à la date de la signature du marché
- * Circulaire du premier ministre n° 72.CAB du 26/11/1992 relative aux modalités d'application du dahir n°1-56-211 du 8 jomada I 1376 du (11 décembre 1956) relatif aux garanties pécuniaires exigées des soumissionnaires et adjudicataires de marchés publics

c - Référence aux Textes Spéciaux :

- Le cahier des prescriptions communes (CPC) applicable aux travaux routiers courants du Ministère des Travaux Publics et édité par lui en vertu de l'arrêté n° 451-83 du 06/12/82, tel qu'il a été modifié ou complété.
- Les règles CCBA et BAEL
- Le règlement parasismique RPS 2000 en vigueur au Maroc
- Les arrêtés du Ministère de Travaux Publics du 3 Jomada-I 1416 (29 Septembre 1995) approuvant les cahiers des prescriptions communes applicables aux travaux relevant du Ministère des Travaux Publics énumérés dans le B.O n°4340 du 12 Chaaban 1416 (3-1-1996).
- Le Dahir n°170-157 DU 26 Jomada-I 1390 (30 Juillet 1970) relatif à la normalisation industrielle, notamment son article 3 définissant l'ensemble des normes marocaines homologuées se rapportant aux travaux de bâtiment.
- Les normes marocaines et à défaut les normes françaises concernant tous les lots.
- Les documents techniques unifiés (DTU).
- Le circulaire n° 1.61.SGG du 30 Janvier 1961 relative à l'utilisation des produits d'origine et de fabrication marocaine.
- le cahier des prescriptions communes (CPC) applicable aux études routières applicables aux marchés du Ministère de l'Equipement et édité par lui en vertu de l'arrêté n° 1161-89 du 03/07/89, tel qu'il a été modifié ou complété
- Le cahier des prescriptions communes applicable aux études topographiques dépendant de l'Agence National de la Conservation Foncière du cadastre et de la Cartographie (ANCFCC).Les clauses de ce cahier priment sur celles du cahier des prescriptions communes applicables aux études routières du M.T.P pour tout ce qui ce à trait à la topographie
- Tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés de l'Etat rendus applicables à la date de signature du marché.

le BET devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas et ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues.

ARTICLE 5 : DEFINITION DES MISSIONS D'ETUDES

Le prestations du présent marché comporte (7) missions principales :

MISSION n°1 : ETUDE TOPOGRAPHIQUE

MISSION N°2 : AVANT PROJET DETAILLEE

MISSION N°3 : ETABLISSEMENT DE L'ETUDE GEOTECHNIQUE

MISSION N°4: ETABLISSEMENT DU PROJET D'EXECUTION

MISSION N°5 : ETABLISSEMENT DES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES

MISSION N°6 : ASSISTANCE TECHNIQUE, SUIVI ET CONTROLE DES TRAVAUX.ET RECEPTION PROVISIOIRE.

MISSION N°7: RECEPTION DEFINITIVE

MISSION n°1: ETUDE TOPOGRAPHIQUE

Levé topographique : cette étude sera menée par un géomètre agréé à la charge de BET.

Etablissement du levé topographique d'état parcellaire de chaque parcelle empiété par la voie nouvellement créée à l'échelle convenable y compris toutes sujétions y compris production des attestations originales des titres foncières des parcelles empiétées auprès L'ANCDCC (4 quatre tirages de plan par parcelle y compris support informatique), attestation de conservation foncier de chaque parcelle empiétée par la voie.

Etablissement du levé topographique de la globalité à l'échelle convenable y compris toutes sujétions (dix 10 tirages de plan y compris support informatique), les études topographiques sont rattachées au nivellement Général du Maroc (NGM) et en coordonnées Lambert.

Les détails topographiques seront dessinés sous forme de symboles, la présentation graphique comportera les éléments suivant (les murs , clôtures ou façades d'immeuble- l'alignement des limites de propriétés, pour chaque seuil de porte, portails, portillons et soupiraux, son altimétrie, celles du pied de seuil, de la tête de bordure, du fil d'eau et du milieu de chaussée- l'altimétrie des points hauts et bas des fils d'eau de caniveau les pentes exprimées en % avec une flèche indiquant son sens- les bordures- les arbres, jardinières, espace vert- les talus, murs de soutènement- les tampons, radiers ou fils d'assainissement- tous ouvrages visibles des autres concessionnaires ONEE RAMSA Maroc Télécom notamment borne, regard, chambres, transformateur- les équipements d'exploitation des voies, tels que les lampadaires d'éclairage public, les panneaux et les feux de signalisation, les armoires de commandes- le mobilier urbain(abris bus, bancs publics)- la nature des revêtements de la chaussée, des parkings, des trottoirs- les entrées des propriétés privé avec altitude du seuil.

Implantation :

Le topographe du bureau d'étude doit procéder à l'implantation et la matérialisation de repères durables de l'axe après l'approbation par le maitre d'ouvrage du projet d'exécution de l'étude. L'axe est matérialisé par des repères visibles et durables chaque borne qui se trouve à l'intérieure d'une parcelle sera balisée et repérée par trois piquets visibles en toutes période. Les bornes doivent être visibles.

L'implantation du projet sera de type complet et s'affectera sur la base du projet d'exécution approuvé.

Un dossier technique comprenant toutes observations effectuées et les plans sur support informatiques sera fourni au Maitre d'ouvrage.

MISSION n°1 sera rémunérée au forfait .au prix.....N°1

MISSION N°2: AVANT PROJET DETAILLEE

Pièces à fournir par le bureau d'études :

Le dossier de cette phase comprendra :

- Note de présentation ;
- Tracés en plan/ Profils en long au 1/1000 ;
- Profils en traves type ;
- Profils en travers des terrassements aux endroits critiques ;
- Profils en travers sommaires portant les gabarits des ouvrages hydrauliques ;
- Plans d'aménagement des carrefours ;
- Etude détaillée de conception et calcul de stabilité et de structure des ouvrages de confortement (Exemple : mur de soutènement, etc.)
- Etude t plans d'éclairage public pour les nouvelles voies à créer
- Etat de réseau d'assainissement.
- Etude des trottoirs (l'axe principale) : l'emplacement des bacs à ordure.
- Relevés des contraintes réseaux à déplacer ou à protéger ;

- Avant métré sommaires et évaluation des couts (y compris les contraintes) ;
 - Programme détaillé de la campagne géotechnique à exploiter dans la phase du projet d'exécution. Comportant un avant métré détaillé des prestations à réaliser
- N.B :** il revient au BET de prendre attache avec les différents concessionnaires des réseaux (ONEE, RAMSA, IAM...) pour préciser les contraintes existantes (apparentes ou souterraines) pour intégrer leur déplacement ou protection dans le cadre de l'étude.

⇒ **MISSION N°2 sera rémunérée au forfait .au prix.....N°2**

MISSION N°3: ETUDE GEOTECHNIQUE

Cette étude sera menée par un laboratoire agréé à la charge du BET titulaire du marché et accordé par le maître d'ouvrage.

L'étude géotechnique comprend tous les éléments techniques et caractéristiques du sol pour le dimensionnement des structures de chaussées ainsi que les prestations suivantes :

- Profil en long géotechnique
- Dispositions constructives (sols compressibles, zones instables,..)
- Cette étude sera basée sur une campagne de reconnaissance et essais géotechniques à la charge du BET, et dont le programme sera établi par le Titulaire et soumis à l'agrément du Maître d'Ouvrage.
- La réalisation de sondages par puits manuels le long du tracé et l'établissement des coupes lithologiques
- Le prélèvement d'échantillons remaniés au niveau d'assises de chaussée existantes et sur les sols de la plate forme.
- La réalisation des essais d'identification des échantillons prélevés.
- La réalisation des essais de portance CBR à trois énergies de compactage
- Etude de structure de chaussé.

Le Bureau d'études doit fournir au Maître d'ouvrage un dossier complet « Etude Géotechnique » signé et cacheté, en Cinq Exemplaires en plus des exemplaires numériques.

MISSION N°3 sera rémunérée au forfait .au prix.....N°3

MISSION N°4: ETABLISSEMENT DU PROJET D'EXECUTION 4sera rémunérée au forfait .au prix.....N°4

Pièces à fournir par le bureau d'études

Les pièces à fournir son récapitulées dans le tableau ci-dessous :

MISSION	Pièces écrites	Pièces dessinées
Projet D'exécution	Un rapport traitant des aspects suivants : 1- Note de présentation 2- Notes de calcul détaillé de la variante retenue 3- Etudes détaillées des réseaux d'éclairages publics et d'assainissement... 4- Etablissement des avants métrés détaillés 5- Estimation détaillée des coûts des travaux à réaliser 6- Descriptif technique des travaux à réaliser 7- Planning prévisionnel de réalisation	- Plans de situation à l'échelle 1/5000 au 1/2000 - Tracé en plan à l'échelle 1/500 - Plans d'assainissement à l'échelle 1/500 de la voie en question - Profil en travers type à l'échelle 1/100 - Profil en long à l'échelle 1/1000 et /1/100 - Profils en travers à l'échelle 1/100 et 1/200 tous les 25 à 50 m - Plans des ouvrages types - Plan d'éclairage public à l'échelle 1/500 - Plans d'aménagement global à l'échelle 1/500 - Plans du calpinage des trottoirs, arbres d'alignement et mobilier urbain. - Plans de signalisation horizontale et verticale - Plans de parking - Plans de carrefours avec tous les détails nécessaires

MISSION N°5: ETABLISSEMENT DES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES

Pièces à fournir par le bureau d'études:

Mission	Pièces écrites	Pièces dessinées
Elaboration du DAO	1- Cahiers des prescriptions spéciales (CPS) 2- Cahiers des prescriptions techniques des travaux (CPT) 3- Bordereaux de définition des prix unitaires (BPU) 4- Détail estimatif des quantités. 5- Estimation DES COUTS Des projets 6- Règlements de la consultation. 7- Dossiers en 10 exemplaires (papiers et CD)	Tous les plans du projet d'exécution y compris les plans de phasage des travaux.

L'ensemble des pièces écrites et dessinées ci-dessus doit être fourni en 2 deux exemplaires en version provisoire et en dix (10) exemplaires avec un support informatique en version définitive.

MISSION N°5 sera rémunérée au forfait .au prix.....N°5

MISSION N°6: ASSISTANCE TECHNIQUE, SUIVI ET CONTROLE DES TRAVAUX ET RECEPTION PROVISOIRE

Le bureau d'études aura pour mission d'assurer l'assistance technique et le suivi et contrôle des travaux : pour ce faire, il désignera un technicien permanent et un ingénieur qualifié dont les CV feront l'objet validation de la part du MO. Le technicien doit résider à temps plein au niveau de la commune urbaine concerné pour le suivi des travaux. L'ingénieur fera des missions hebdomadaires et établira la situation et les procès verbaux d'avancement des travaux. Les CV du technicien ainsi que de l'ingénieur doivent être transmis pour approbation au maître d'ouvrage et ne peuvent être remplacés qu'après accord de ce dernier. Ainsi que la réception provisoire des ouvrages exécutés dans les projets des marchés de travaux y afférents.

Le B.E.T assurera :

- L'organisation et tenue des réunions de chantier, la rédaction et l'envoi des comptes rendus de ces réunions à tous les intervenants. Avec information systématiques du Maître d'ouvrage sur l'état d'avancement des travaux.
- La conformité de l'exécution des travaux aux prescriptions des pièces contractuelles, en matière de qualité, de quantité de délai et de coût. Il participera à la réception et à l'implantation des ouvrages exécutés et des fonds de fouilles.
- La conformité du ferrailage et délivrance du bon à couler des principales structures en béton.
- Le BET s'engage par conséquent à être présent à toutes les réunions de chantier et à toutes les étapes décisives du projet ou à se faire correctement représenter en cas d'empêchement.
- L'établissement en liaison avec les différentes entreprises, d'un planning détaillé d'exécution dans le respect du planning accepté initialement par le Maître d'ouvrage.
- La confirmation par le biais de son ingénieur habilité de la bonne implantation du projet, la vérification de tous les niveaux pour la totalité des ouvrages ainsi que tout travail topographique nécessaire à la vérification de la bonne marche des travaux de réalisation.
- L'actualisation de ce planning autant de fois qu'il sera nécessaire en cours des travaux. Ce planning sera soumis à l'acceptation des différentes entreprises, et à l'approbation du Maître d'ouvrage.
- L'interprétation des différents résultats des essais en cours de chantier.
- Vérification des états quantitatifs mensuels établis par l'entrepreneur et qui doivent être accompagnés des attachements signés contradictoirement par l'entreprise et le BET ainsi que les métrés qui en résultent.
- Vérification des bordereaux de prix supplémentaires et avenants éventuels qui en découlent.
- Etablissement et vérification des décomptes de ou des entreprises
- L'élaboration de tout plan complémentaire ou note de calcul complémentaire due à une modification ou à une simple demande de détail supplémentaire de la part du maître d'ouvrage.

- La présence permanente d'un technicien qualifié qui devra être approuvé par le maître d'ouvrage sur chantier.
- La rédaction des rapports mensuels illustrant l'état d'avancement du projet avec album photo (+CD)
- Etablissement du rapport d'achèvement des travaux et la validation des plans de recollement établis par l'entreprise
- La réception provisoire des ouvrages exécutés.

MISSION N°6 sera rémunérée au mètre carré réellement revêtu et régulièrement constatées .au prix.....N°6

MISSION N°7: RECEPTION DEFINITIVE.

La réception définitive des ouvrages exécutés dans les projets des marchés de travaux y afférents.

cette mission sera rémunérée au mètre carré réellement revêtu et régulièrement constatées .au prix.....N°7

ARTICLE 6- MODE DE PAIEMENT - MODE DE REPATITION DES PRIX DU BOREDEARU DES PRIX DETAIL ESTIMATIF

6-1 MODE DE PAIEMENT

Le **BET** est rémunéré à partir des prestations réellement exécuté et régulièrement constatées par application des prix du bordereau des prix- détail estimatif ci-dessous.

Le règlement des paiements sera effectué à la fin de l'exécution et après réception des missions par virement au compte courant du **BET** indiqué dans son acte d'engagement sur la base des décomptes provisoires et définitifs.

6-2 MODE DE REPATITION DES PRIX DU BOREDEARU DES PRIX DETAIL ESTIMATIF.

Le BET du présent marché, lors de l'établissement des prix de son offre, doit prendre en considération, et respecter la répartition suivante :

Le bureau d'étude doit décomposer du montant Total de l'offre selon l'échéancier suivant:

N° PRIX	DESIGNATION	mode de répartition et décomposition des prix totaux (voir colonne 6 du bordereau des prix)
1	Mission N°1 Etude topographique	10% du montant hors tva du marché
2	Mission N°2 avant projet détaillée	15% du montant hors tva du marché
3	Mission N°3 Etude géotechnique	5% du montant hors tva du marché
4	Mission N°4 établissement du Projet d'exécution	15% du montant hors tva du marché
5	Mission N°5 Etablissement Des Dossiers D'appel D'offres	5% du montant hors tva du marché
6	Mission N°6 assistance suivi et contrôle des travaux et La réception provisoire.	40% montant hors tva du marché
7	Mission N°7 La réception définitive	10% montant hors tva du marché

ARTICLE 7- DELAI D'EXECUTION

Le délai contractuel global d'exécution du présent marché à partir du lendemain de la date de la notification du premier ordre de service invitant le « bureau d'étude » titulaire du marché à commencer l'exécution des prestations objet du présent marché jusqu'à la réception définitive des prestations objet des marchés des travaux

Ce délai se répartit en trois étapes comme au suit :

7-1 Etape I : délai d'exécution des missions N°1 étude Topographiques, mission N°2 Avant projet détaillé et mission N°3 étude Géotechniques et

CE délai est fixé à **(06 six mois)**. Qui commence à partir du lendemain de la date de la notification du premier ordre de service du présent marché au **BET**.

7-2 Etape II : délai d'exécution de (mission N°4 et mission N°5)

Le délai d'exécution des missions **l'établissement projet d'exécution et de l'établissement des dossiers d'appel d'offres** Est fixé **(02 deux mois)** qui commence à partir du lendemain de la date de la notification du deuxième ordre de service du présent marché au **BET**. et après approbation des dossiers des missions de l'étape N°1.

7-3 Etape III : délai d'exécution (mission N°6 ET) assistance suivi et contrôle des travaux et La réception provisoire. ET mission N°7La réception définitive

- Le délai de Cette étape sera compté à partir de du commencement des prestations du premier lot de l'opération des marchés des travaux jusqu'à l'achèvement des projets objet du présent marché par un ordre de service prescrivant au prestataire du service titulaire du présent marché le commencement des prestations objet des missions N°6 ET N°7.

Les délais courent à compter du lendemain de la date de la notification des ordres de service y afférent prescrivant de commencer les prestations par chaque mission.

ARTICLE 8: PENALITES POUR RETARD

En cas de non-respect par le Prestataire Du Service titulaire du présent marché du délai de chaque mission, il lui sera appliqué une pénalité journalière de retard égale à **1/1000** du montant initial du marché par jour de calendrier).

En cas de non-respect par le Prestataire Du Service titulaire du présent marché du **délai dix jours relatif à la réponse aux observations relevées par le maître d'ouvrage** (indiqué à l'article 28 du présent CPS, il lui sera appliqué une pénalité journalière de retard égale à (1/1000 d'un millième) du montant initial du marché par jour de calendrier).

Les pénalités sont cumulables et déduites d'office des sommes qui lui sont dues au titre du marché et en cas d'insuffisance sur son cautionnement définitif sans préjudice des poursuites qui pourraient être engagées contre lui pour le recouvrement du reliquat des pénalités.

En application des dispositions de l'article 42 § 3 du CCAG-EMO, le montant des pénalités est plafonné à 10% dix pour cent du montant initial du marché éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus en cours de l'exécution du marché.

ARTICLE 9- RESPONSABILITE

Le Bureau d'Etudes prend la responsabilité de ses prestations conformément aux usages et coutumes de la profession d'Ingénieur-conseil et aux dispositions de la loi et de la jurisprudence ainsi que des conséquences dommageables qui pourraient résulter du fait de l'exécution défectueuse de ses prestations.

De son côté, l'Administration devra mettre à la disposition du Bureau d'Etudes toutes les informations lui permettant d'exprimer librement son avis, en connaissance de cause et en temps utile.

ARTICLE 10- VALIDITE DU MARCHE

le présent marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après son approbation par l'autorité compétente aux dispositions de l'article 152 du décret n° 2-12-349 du 08 jourada I 1434 (20 MARS 2013) relatif aux marchés publics et de l'article 99 de la loi organique n°113-14 relatives aux communes

ARTICLE 11- NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n° 1-15-05 du 29 Rabii II (19 février 2015), étant précisé que :

1. La liquidation des sommes dues par l'Administration en exécution des prescriptions du présent marché sera opérée par les soins de **du Président de Conseil de la Commune Ait Melloul**.
2. Le fonctionnaire chargé de fournir au le BET titulaire du présent marché ainsi qu'au bénéficiaire des nantissemments ou subrogations les renseignements et états prévus par la loi 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n°1-15-05 DU 29 Rabii II 1436(19 FEVRIER 2015), est du **Président de Conseil de la Commune Ait Melloul**.
3. Les paiements prévus au présent marché seront effectués par le **percepteur d'Ait Melloul**, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du BET
4. En application de l'article 11 du CCAG-emo et de l'article 4 de la loi 112-13, La Commune Ait Melloul délivrera à sans frais de BET titulaire du présent marché sur sa demande et contre son récépissé un exemplaire en copie conforme de son marché.
5. Les frais de timbre et d'enregistrement de l'exemplaire unique ainsi que Les frais de timbres de la copie l'original conservé par l'administration sont à la charge de BET du présent marché

ARTICLE12:DOMICILE

A défaut par Le prestataire du service titulaire du présent marché de satisfaire aux prescriptions de l'article 17 du C.C.A.G-EMO en ne faisant pas éllection de domicile à proximité des études, toute notification lui sera valablement faite à l'adresse de son siège social indiqué au CPS.

ARTICLE13-RESILIATIONDUCONTRAT

Les conditions de résiliation qui seront appliquées au présent marché seront celles prévues dans le C.C.A.G-E.M.O et les dispositions de l'article 138 du décret N° 2.12.349 du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics.

ARTICLE14-LITIGES

Si, dans le cours de l'exécution du marché, des difficultés s'élèvent avec le titulaire, les parties s'engagent à régler celles-ci dans le cadre des stipulations des articles 53 et 54 du CCAG – EMO.

En cas de désaccord, le litige est soumis aux tribunaux compétents. Conformément à l'article 54 du CCAG – EMO

ARTICLE15:DELAIDENOTIFICATIONDEL'APPROBATION:

la notification du marché par le Maître d'ouvrage sera faite au Prestataire Du Service titulaire du présent marché, dans un délai maximum de soixante quinze jours (75 jours) à partir de la date de l'ouverture des plis .Les conditions de prorogation sont régies par le décret n° 2-12-349 du 08 jourmada I 1434 (20 MARS 2013) relatif aux marchés publics notamment son article 153 .

ARTICLE16:CAUTIONNEMENTPROVISOIREETDEFINITIF-RETENUE DEGARANTIE:

16-1 : Cautionnement provisoire :

Le cautionnement provisoire est fixée à : **30.000,00 DH (trente Mille Dirhams).**

Ce cautionnement sera restitué au prestataire du service titulaire du présent marché après que ce dernier ait réalisé le cautionnement définitif dans les délais cité ci-après au présent article et tout en respectant les législations en vigueur.

16-2 : Cautionnement définitif :

Le cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3%) du montant initial du marché. Il doit être constitué dans les 30 trente jours qui suivent la date de la réception de la notification d'approbation du présent marché, ce cautionnement sera restitué au titulaire du présent marché à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage après la réception définitive des prestations tout en respectant les législations en vigueur.

16-3 : Retenue de Garantie :

La retenue de garantie à prélever sur les acomptes est fixée à dix pour cent (10%) du montant des prestations réalisées. Elle cessera de croître lorsqu'elle aura atteint sept pour cent (7%) du montant initial du marché augmenté des avenants éventuels.

Conformément à l'article 14 du CCAG – EMO le cautionnement définitif et la retenue de garantie peuvent être remplacés par des cautions personnelles et solidaires s'engageant avec le concurrent ou le titulaire à verser au maitre d'ouvrage, jusqu'à concurrence des garanties stipulées le présent cahier des prescriptions spéciales, les sommes dont il viendrait à être reconnu débiteur envers le maitre d'ouvrage à l'occasion du présent marché.

les droits du maitre d'ouvrage sur les cautions sont soumis à l'article 15 du CCAG – EMO

ARTICLE17: ASSURANSEETRESPONSABILITES

Avant tout commencement de l'exécution du présent marché ,le Prestataire Du Service titulaire du présent marché doit adresser à la commune d'Ait Melloul une ou plusieurs attestations délivrés par un ou plusieurs établissements agréés , justifiant la souscription d'une ou plusieurs polices d'assurances pour couvrir les risques inhérents à l'exécution du présent marché et précisant leurs dates de validité , à savoir ceux rapportant aux accidents de travail , aux véhicules automobiles et engins , la responsabilité civile incombant aux prestataire du service . Conformément au décret n° 2-05-1434 Du 26 Kadaa 1426 (28/12/2005) approuvant la modification de l'article 20 du CCAG-EMO.

ARTICLE18:CARACTEREGENERALDESPRIX

Sous réserve des dispositions de l'article 35 et du paragraphe 2 de l'article 36 du C.C.A.G.E.M.O, les prix du marché ne peuvent sous aucun prétexte être modifiés. Ces prix comprennent le bénéfice ainsi que tout droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail.

- Toutes les dispositions de l'article 34 du CCAG-EMO sont applicables.

ARTICLE19:MODIFICATIONDESPRESTATIONSENCOURS D'EXECUTION

Les dispositions de l'article 36 du C.C.A.G.E.M.O seront appliquées.

ARTICLE20:DEFINITIONDESPRIX

Les prestations faisant objet voir (l'article 5 du présent cahier des prescriptions spéciales) seront rémunérées suivant le bordereau des prix-détail estimatifs ci-joint, étant précisé que les prix qui y sont définis comprennent toutes les sujétions indiquées dans le présent marché ainsi que celles qui résultent de l'exécution des études selon les règles de l'art.

En particulier, il est précisé que les prix tiennent compte des rectifications et modifications demandées par le Maître d'Ouvrage qui résulteraient des erreurs ou omissions du Bureau d'études jusqu'à l'approbation des études.

Les prix unitaires comprennent d'une façon générale tous les frais afférents à l'exécution des études et notamment, les frais de déplacement (véhicules et logement), les frais de rapport et dessins, de bureaux, de siège etc. Ils tiennent compte également de tous les droits, taxes, frais généraux, faux frais, bénéfices, ainsi que toutes les dépenses qui sont la conséquence directe ou indirecte des prestations du Bureau d'Études.

Les frais d'établissement et de reproduction de tous ces documents sont réputés inclus dans les prix du bordereau des prix afférents à la prestation à laquelle ils se rapportent.

ARTICLE21:REVISIONDESPRIX

vu le délai d'exécution En application des dispositions de l'article 12 du Décret n°2-12-349 du 08 Joumada I, 1434 (20 Mars 2013) les prix du présent marché sont révisibles selon la formule suivante pour les prestations d'ingénierie :

$$P = P_0 [0,15 + 0,85 (ING/ING_0)]$$

P = le montant hors taxe révisé de la prestation considéré.

P₀ = le montant initial hors taxe de cette même prestation.

ING : étant l'index global relatif à l'ingénierie à la date d'exigibilité de la Révision.

ING 0 : étant l'index global relatif à l'ingénierie au moment de l'offre.

Les règles et conditions de révision des prix sont celles fixées par l'arrêté du chef du gouvernement N° 3.302.15 du 15 Safar 1437 (27 Novembre 2015) fixant les règles et les conditions de révisions des prix des marchés publics.

ARTICLE22: MODE RECEPTION ETDELAIDE GARANTIE

- la réception partielle sera prononcée à la fin de chaque étape. les missions du BET titulaire SERONT réceptionnées comme au suit
- **une réception partielle POUR les missions : N°1-N°2-N°3 :**
Sera prononcée sur la base d'approbation des rapports, documents ou produits des missions concernées, conformément à l'article 47 du CCAG-EMO et donnera lieu à l'établissement d'un procès verbal
- **une réception partielle pour Les missions : N°4 T N°5.**
Sera prononcée sur la base d'approbation des rapports, documents ou produits des missions concernées, conformément à l'article 47 du CCAG-EMO et donnera lieu à l'établissement d'un procès verbal
- **une réception partielle Pour les missions n°6 et N° 7**
- La réception provisoire des prestations faisant objet du présent marché sera prononcée à la fin des travaux du dernier projet exécutés du marché des travaux.
- La réception définitive des prestations faisant objet du présent marché sera prononcée après l'expiration du délai de garantie.

- Le délai de garantie technique du présent marché est fixé **à (03) trois mois** à partir de la date de la réception provisoire des prestations faisant objet du présent marché. Pendant cette période de garantie, le titulaire est tenu de remédier, dans les délais qui lui sont impartis, à toute imperfection ou anomalie qui lui est signalée par le maître d'ouvrage par ordre de service et se rapportant aux prestations réalisées dans le cadre du marché

ARTICLE 23: SOUSTRAITANCE

Les conditions de la sous-traitance sont celles prévues en application de l'article 158 du décret n°2.12.349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

ARTICLE 24: DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

Conformément à l'article 6 du CCAG-EMO Le titulaire acquitte les droits auxquels peuvent donner lieu le timbre et l'enregistrement du marché, tels que ces droits résultant des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 25 MODALITES DE VERIFICATION DES PRESTATIONS ET D'APPROBATION DES RAPPORTS, DOCUMENTS OU PRODUITS

- Les prestations faisant l'objet du présent marché sont soumises à des vérifications destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations prévues dans le marché. Ces vérifications sont effectuées par le maître d'ouvrage suivant les modalités prévues au présent cahier des prescriptions spéciales.
- à cette effet Le bureau d'étude avise par écrit le maître d'ouvrage de la date à laquelle les prestations des missions faisant objet seront présentées en vue de ces vérifications.
- la date de réception du dossier des missions, à partir de laquelle le Maître d'Ouvrage fait connaître au le prestataire du service titulaire du présent marché, ses remarques éventuelles ou son approbation des dossiers des missions considérées/**
 - Dans un délai de 15 jours pour étape 1 les missions : N°1-N°2-N°3.
 - Dans un délai de 15 jours pour étape 2 les missions : N°4 et N°5.
 - dans un délai de 15 jours pour étape 3 les missions : N°6 et N°7
- le bureau d'étude titulaire du présent marché dispose **d'un délai de 15 quinze jours pour chaque étape, à partir de la date de réception du support écrit** du maître d'ouvrage pour procéder à satisfaire les observations et les corrections éventuelles relevées par le maître d'ouvrage. des missions Considérées.
- Le bureau d'étude procède alors aux éventuelles modifications demandées par le Maître d'Ouvrage et lui adresse le dossier définitif des missions concernées portant la mention "bon pour Exécution".
- Les projets exécutions définitifs seront remis au Maître d'Ouvrage aussi sur support informatique.

ARTICLE 26 INTERRUPTION DES PRESTATIONS

En cas d'interruption d'exécution du marché, les clauses de CCAG-EMO seront applicables.

ARTICLE 27 REVISION DES CLAUSES

Les clauses du présent CPS peuvent être révisées par avenant dans les conditions prévues par le CCAG-EMO et lois en vigueur.

ARTICLE 28 MESURES CORRECTIVES

En cas Lorsque le BET ne se conforme pas à ses obligations contractuelles au titre du présent marché des mesures correctives seront prises à son égard En application de l'article 52 du CCAG-EMO Et Aux Lois en vigueur.

ARTICLE 29 INTERET MORATOIRES

en cas de retard de paiement des sommes dues au BET et qui incombe à l'administration les dispositions du Décret n° 2-16-344 du 17 chaoual 1437 (22 juillet 2016) fixant les délais de paiement et les intérêts *moratoires* relatifs aux commandes publiques seront applicables

ARTICLE 30 AVANCES

En application de l'article 63 du **CCAG-T** et le décret n°2-14-272 DU 14 Rajab 1435 (14 mai 2014) relatif aux avances en matière de marchés publics l'entreprise à droit à une avance qui sera calculée par application de l'article 5 du décret susmentionné.

Le titulaire du marché est tenu de constituer préalablement à l'octroi de l'avance, une caution personnelle et solidaire s'engageant avec lui à rembourser la totalité du montant des avances consenties par le maître d'ouvrage.

La caution personnelle et solidaire doit être choisie parmi les établissements agréés à cet effet par le ministre chargé des finances. ne comportant aucune réserve et demeurant affecté aux garanties pécuniaires exigées des soumissionnaires et titulaires des marchés publics. Cette caution restera en vigueur jusqu'au remboursement de l'avance.

Cette avance est réglée à l'entrepreneur dans les 30 jours après la notification de l'ordre de service de commencement des travaux et l'acceptation de la caution bancaire. le remboursement de l'avance commence à partir d'un premier décompte des prestations et est effectué par déduction de 15% e quinze pourcent du montant de l'avance de manière à ce que le remboursement du montant total doit être effectué lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire du marché atteint 80% du montant T.T.C des prestations qui lui sont confiées au titre du dit marché. Si ces sommes n'atteignent pas 80 % du montant initial du marché, le solde à rembourser sera sur le décompte Net dernier.

Le remboursement du montant de l'avance est effectué par déduction sur les acomptes dus au titulaire du marché.* /

ETUDE TECHNIQUE ET SUIVI DES TRAVAUX DES PROJETS DE VOIRIES A LA COMMUNE AIT MELLOUL

	BORDEREAU DES PRIX DETAIL ESTIMATIF	

N°du prix (1)	Désignation des prestations (2)	Unité (3)	Quantité (4)	Prix Unitaire hors tva en dirhams en chiffres (5)	prix total en chiffres (6)= (4)x(5)
1	mission n°1 étude topographique au forfait.....	F	1		
2	mission n°2 avant projet détaillé au forfait.....	F	1		
3	mission n°3 établissement de l'étude géotechnique au forfait	F	1		
4	mission n°4 établissement du projet d'exécution au forfait	F	1		
5	mission n°5 établissement des dossiers d'appels d'offres au forfait	F	1		
6	mission n°6 assistance technique, suivi et contrôle des travaux y compris leur réception provisoire au mètre carré revêtu.....	m ²	400.000,00		
7	mission n°7 réception définitive des ouvrages exécutés au mètre carré revêtu.	m ²	400.000,00		
Total hors tva					
taux TVA 20%					
TOTAL TTC					

Arrêté le présent bordereau des prix détail estimatif TVA COMPRISE à la somme de :

.....
.....

FAIT ALE.....

SIGNATURE ET CACHET
DU CONCURRENT

MARCHE N°.....
ETUDE TECHNIQUE ET SUIVI DES TRAVAUX DES PROJETS DE VOIRIES
ALA COMMUNE AIT MELLOUL

Passé par appel d'offre ouvert sur offres de prix en application de l'alinéa 2 paragraphe 1 de l'article 16 et de paragraphe 1 de l'article 17 et de l'alinéa 3 paragraphe 3 de l'article 17 du décret n°2.12.349 du 8 Joumada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

Arrêté le montant initial du présent marché à la somme de (T.T.C):...

(En chiffres).....DHS

(En lettres).....

DRESSE PAR chef de SERVICE travaux

VISE PAR LE CHEF DE LA DIVISION TECHNIQUE

AIT MELLOUL LE

AIT MELLOUL LE

LU ET ACCEPTE SANS RESERVE PAR LE
BET

SIGNE PAR LE PRESIDENT DU CONSEIL
COMMUNE D'AIT MELLOUL
(maitre d'ouvrage)

A.....LE

AIT MELLOULLE.....

APPROUVÉ PAR L'AUTORITE COMPETENTE

Alle


MARCHE N°.....
ETUDE TECHNIQUE ET SUIVI DES TRAVAUX DES PROJETS DE VOIRIES
A LA COMMUNE AIT MELLOUL

Passé par appel d'offre ouvert sur offres de prix en application de l'alinéa 2 paragraphe 1 de l'article 16 et de paragraphe 1 de l'article 17 et de l'alinéa 3 paragraphe 3 de l'article 17 du décret n°2.12.349 du 8 Joumada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

Arrêté le montant initial du présent marché à la somme de (T.T.C) :...

(En chiffres).....DHS

(En lettres).....

<p style="text-align: center;"><u>DRESSE PAR SERVICE travaux</u></p> <p style="text-align: center;">AIT MELLOUL LE</p>	<p style="text-align: center;"><u>WISE PAR LE CHEF DE LA DIVISION TECHNIQUE</u></p> <p style="text-align: center;">AIT MELLOUL LE</p>
<p style="text-align: center;"><u>LU ET ACCEPTE SANS RESERVE PAR LE BET</u></p> <p style="text-align: center;">A..... LE</p>	<p style="text-align: center;"><u>SIGNE PAR LE PRESIDENT DU CONSEIL COMMUNE D'AIT MELLOUL (maitre d'ouvrage)</u></p> <div style="text-align: center;">  </div> <p style="text-align: center;">AIT MELLOULLE.....</p>

APPROUVÉ PAR L'AUTORITE COMPETENTE

A..... le.....